

L'économie grecque, ou le naufrage de l'Union européenne

Article rédigé par Boulevard Voltaire, le 26 juin 2017

« *Les Européens posent les premiers jalons d'un allègement de la dette grecque* », titrent *Les Échos* du 16 juin. Mais la dette grecque a déjà été allégée, en 2011, de 90 milliards d'euros généreusement effacés par les banques sur la demande de l'Allemagne.

Mme Merkel voulait que les banques qui avaient pris des risques inconsidérés payent une partie de la note. Ce n'était pas absurde. Le 27 octobre 2011, les banques ont dû abandonner 50 % de la dette publique qu'elles détenaient sur la Grèce.

En 2011, la dette publique grecque atteignait 172 % du PIB. Selon les dernières statistiques publiées en novembre 2016, la dette grecque est revenue, en 2015, à 178,6 % du PIB !

De 2000 à 2007, l'économie grecque était dynamique, avec un taux moyen de croissance de 4,2 %. Dominique Seux rappelait, dans son éditorial du 14 juin 2011, que les salaires augmentèrent de 54 % en dix ans. L'inflation galopait. Tout allait bien pour le gouvernement grec qui profitait de la force de l'euro pour s'endetter pas cher et truquait ses comptes grâce à Goldman Sachs.

Le déficit commercial de la Grèce était gigantesque et, en 2008, représentait 40 milliards d'euros. Les Grecs consommaient beaucoup plus qu'ils ne produisaient. L'euro permettait aux Grecs de s'endetter pas cher.

« *Une croissance sur du sable, celui de l'endettement à l'abri de l'euro* », écrivait Dominique Seux.

Avant l'euro, l'inflation aurait été réglée par une dévaluation de la drachme. Après l'euro, cette dévaluation impossible ne leur permettait plus de regagner en compétitivité. L'économie grecque se meurt à petit feu. Leur taux de croissance a été -0,3 % en 2008, -4,3 % en 2009, -5,5 % en 2010, -9,1 % en 2011, -7,3 % en 2012, -3,2 % en 2013, +0,7 % en 2014, -0,2 % en 2015 et -0,1 % en 2016.

Le PIB de la Grèce a fondu de 25 % depuis le début de la crise en 2009. Le taux de chômage plafonne à 26,2 % en moyenne et dépasse les 50 % chez les jeunes.

Mais les Grecs sont à nouveau surendettés. Cette fois-ci, tous les États européens, par le biais du FESF (Fonds européen de soutien financier), ont prêté de l'argent (80 milliards d'euros en avril 2010, puis 79 milliards en juillet 2011) qu'ils ne reverront jamais. Ce qui permet aux Grecs d'avoir le 7^e le niveau de vie au monde aux frais de tous les contribuables européens.

Le professeur Jeffrey D. Sachs, en juin 2015, expliquait que c'était « *La fin de la partie grecque* ». Le gouvernement grec refusait de diminuer à nouveau les paiements aux personnes âgées et d'augmenter la TVA. « *Si les pays d'Europe du Sud avaient conservé leurs monnaies, elles n'auraient peut-être jamais creusé un trou de la dette aussi profond.* »

Le 14 juin 2017, l'ancien économiste en chef du FMI, Kenneth Rogoff, nous annonce « *une nouvelle décennie de croissance lente, ponctuée de périodes de convulsions liées à la dette* ». Bravo, l'Europe !

Source : Boulevard Voltaire